

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le 13 juillet 2015 : un jour sombre pour la Grèce et l'Europe

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2015

Démocratie & Socialisme

Wolfgang Schäuble affirmait le 9 juillet, lors d'une conférence organisée par le Bundesbank à Francfort : « *La soutenabilité de la dette ne peut être atteinte sans décote, le FMI a raison de le dire* » avant d'ajouter : « *Il ne peut y avoir de décote car cela serait contraire aux règles de l'Union européenne* ». Et c'est ce dogmatisme néolibéral, à la limite de la caricature, qui vient de l'emporter aux dépens du peuple grec.

Le gouvernement grec était totalement isolé dans sa lutte contre les « mesures absurdes » dénoncées par Alexis Tsipras.

Dès l'annonce des élections législatives en Grèce, le siège de la Grèce a été organisé. Le FMI et l'Eurogroupe ont suspendu immédiatement les aides prévues dans le cadre du 2^e plan d'aide. La BCE a refusé de verser les intérêts qui étaient dus sur les obligations grecques qu'elle détenait. Elle a mis fin à l'alimentation normale des banques grecques en euro. Le rôle de bras armé de l'Eurogroupe, joué par la BCE, s'est accentué avec l'annonce du référendum. D'un côté, elle orchestrait la « course aux guichets » des banques pour effrayer le peuple grec et le faire voter « oui », de l'autre, elle refusait de relever le plafond des fonds d'urgence qu'elle accordait aux banques grecques et qui compensaient l'hémorragie de capitaux qu'elle avait sciemment provoquée.

Pendant ces six mois décisifs, François Hollande est-il venu en aide au gouvernement d'Alexis Tsipras ?

L'accord signé le 13 juillet par les 19 membres de l'Eurogroupe, dont la Grèce, est une double défaite. Une défaite pour la Grèce, une défaite pour l'Union européenne.

Une défaite pour la Grèce

Le contenu de l'accord du 13 juillet est pire que l'accord auquel le peuple grec avait répondu « non » à plus de 61 % lors du référendum du 5 juillet. Les dirigeants européens ont voulu faire payer à Alexis Tsipras son crime de lèse-majesté : ne pas respecter la diplomatie secrète et inviter le peuple grec à donner son avis.

Pour « rétablir la confiance » entre la Grèce et ses débiteurs, mise à mal par ce crime de lèse-majesté, l'accord du 13 juillet impose un calendrier précis pour la Grèce, très flou pour l'Eurogroupe.

Avant le 15 juillet : un texte de loi devra être voté par le Parlement grec, nivelant les taux de TVA vers le haut et une réforme des systèmes de retraite ainsi que l'introduction de coupes budgétaires quasi automatiques dans l'hypothèse de déviation d'objectifs excédents primaires (excédents budgétaires avant le paiement des intérêts de la dette), parfaitement irréalistes.

D'ici le 22 juillet, le Parlement grec devra voter une loi pour réformer et « dépolitiser » l'administration publique, réformer son système judiciaire civil et mettre en œuvre les règles de l'UE sur le renflouement des banques. Comme les déposants des banques chypriotes, il y a moins de trois ans, les déposants grecs vont faire la triste expérience qu'ils ne sont pas propriétaires des sommes qui figurent sur leurs comptes en banques, qu'ils ne sont que créanciers de leur banque et qu'à ce titre, ils devront participer à leur renflouement.

Il faudra, ensuite, fixer un calendrier précis pour mettre en œuvre toutes les réformes prévues par l'accord du 13 juillet : retraites, travail du dimanche (c'est une obsession !), privatisation du réseau de

distribution électrique, accélération des privatisations et mise en place d'un fonds indépendant, basé en Grèce, qui devra planifier la collecte de 50 milliards d'actifs. 25 milliards seront destinés à recapitaliser les banques grecques, 12,5 milliards à accélérer le remboursement de la dette et 12,5 milliards seulement seront destinés à l'économie grecque.

Une fois tout cela mis en place, les parlements des États européens qui doivent être consultés le seront. Ce sera le cas du Bundestag.

Ce n'est qu'à ce moment là que de véritables négociations pourront s'ouvrir. Il agira, alors, de négociateur, de façon précise, le nouveau « mémorandum » imposé par l'Eurogroupe et qu'une nouvelle plan d'aide de 82 à 86 milliards, qui pourrait être bloqué en 3 ans par le mécanisme européen de stabilité financière (MES), pourra venir sur la table des négociations.

En attendant, il faudra mettre en place un « **prêt relais** » pour permettre à la Grèce de pouvoir rembourser la BCE en juillet et août ! Nul ne sait qui le mettra en place et quand il sera mis en place.

La restructuration de la dette publique grecque a été refusée alors que tous les économistes (y compris ceux du FMI) s'accordent pour dire qu'elle ne pourra jamais être remboursée. Alexis Tsipras n'a obtenu qu'un réajustement de cette dette (allongement éventuel de la durée de remboursement, différé de paiement des intérêts) dont le calendrier n'est pas arrêté, tout en sachant que le dit réajustement dépendra, selon l'accord du 13 juillet, « de l'application complète des mesures décidées dans le cadre du nouveau « mémorandum » ».

Les 35 milliards du plan d'investissement ne sont qu'annoncés par Jean-Claude Juncker sans aucun calendrier arrêté d'ici. Il agit, de surcroît, d'un simple effet d'annonce puisqu'il ne agit que du regroupement de fonds structurels budgétaires pour la Grèce sur la période 2014-2020.

Alexis Tsipras était arrivé à ces négociations, prêt à un « honnête compromis ». **Il s'est trouvé placé devant l'exigence d'une reddition sans conditions.** Il a préféré à cette solution une sortie de la Grèce de la zone euro, estimant, sans doute, qu'un « Grexit » aurait été encore pire, avec des dévaluations, une inflation importable, une fuite précoce des capitaux menacés, de perdre, en quelques mois, au moins 50 % de leur valeur.

Il reste maintenant à savoir si le Parlement grec et plus fondamentalement, le peuple grec acceptent une politique contre laquelle ils avaient voté à plus de 40 % en janvier 2015 et à plus de 60 % en juillet de la même année. Avec quelle majorité Alexis Tsipras pourrait-il gouverner ? S'il devait s'allier au Pasok, et à Nouvelle Démocratie, la victoire des nationalistes serait complète, dans l'immédiat, du moins.

La Grèce ne sort pas de la zone euro mais ça est au prix de la poursuite de son effondrement

Les créanciers de la Grèce, l'Eurogroupe, ont tiré aucune leçon de l'effondrement de la Grèce. Les politiques de « réformes structurelles » et d'austérité vont écraser encore plus la demande privée et publique, alors qu'aucun plan massif d'investissement ne viendra compenser leurs effets. Le PIB de la Grèce ne pourra que continuer sa chute. Comme entre 2009 et 2014, les ressources fiscales vont diminuer

même si la pression fiscale augmente. La dette publique, en proportion du PIB, va donc devenir de plus en plus lourde alors que l'Eurogroupe a refusé de restructurer la dette. La fiction bécotée en 2010, par Angela Merkel, l'usage du « contribuable allemand », d'une dette grecque soutenable, continue. Il agissait, à l'époque, de sauver les banques européennes et en premier lieu les banques allemandes et françaises. Il agit, aujourd'hui, de sauver Angela Merkel.

Croire que la Grèce a obtenu trois ans de répit est une illusion. La dépression économique, programmée par les mesures imposées par l'Eurogroupe, rendra impossible de dégager excédent primaire prévu par l'accord et il ne faudra que quelques mois pour que les créanciers refusent de déboursier les sommes prévues par le plan d'aide, si de nouvelles mesures austérités ne sont pas adoptées. Le cercle vicieux mis en place en 2010 s'accroît.

La Grèce est mise sous tutelle par l'Eurogroupe qui devra donner son accord à toute mesure économique, sociale et financière prise par le Parlement grec. Comment, dans des circonstances aussi dramatiques, François Hollande a-t-il pu affirmer que « *la souveraineté de la Grèce a été préservée* », et que « *rien n'aurait été pire que de vouloir humilier la Grèce* » ?

Il serait difficile de ne pas donner raison au prix Nobel d'économie, **Joseph Stiglitz**, lorsqu'il affirme que « *l'Allemagne a porté un coup sévère et ébranlé l'Europe* » ajoutant qu'il n'est pas possible de « *créer une zone euro sans un minimum de solidarité* » et jugeant « *déraisonnable* » d'en demander « *encore davantage* » à la Grèce.

Alors que le vote du peuple grec du 5 juillet est considéré comme nul et non avenue et que la décision du Conseil d'Etat grec de déclarer anticonstitutionnelle la coupe de 1,8 milliards d'euros dans le budget des retraites semble n'avoir pas existé, l'Eurogroupe est suspendu à la décision du Tribunal de Karlsruhe et au vote du Bundestag sur l'accord du 13 juillet. Selon que vous serez puissants ou misérables, l'Eurogroupe respectera vos institutions, votre Constitution. Une Europe, assise sur des bases aussi arbitraires peut-elle prétendre à un quelconque avenir ?

Une défaite pour l'euro et l'UE

L'euro n'est plus irréversible. La menace du Grexit a été brandie par l'Allemagne et ses satellites.

L'euro n'est plus qu'un conglomérat de monnaies différentes portant le même nom. Les Chypriotes avaient déjà fait l'expérience qu'un euro chypriote n'avait pas la même valeur qu'un euro allemand ou français, les Grecs subissent la même expérience, dans les pires conditions.

Les marchés financiers spéculeront contre les titres de la dette publique de tout pays de la zone euro qui connaît des difficultés à rembourser sa dette publique, sachant que l'Eurogroupe n'est pas prêt à soutenir un seul pays de la zone euro sans le soumettre à ses remèdes qui sont pires que le mal. L'Espagne, le Portugal, l'Italie sont les prochains sur la liste.

Un autre prix Nobel d'économie, **Paul Krugman** affirme, à juste titre : « *Ce que nous avons appris, ces dernières semaines, c'est qu'être membre de la zone euro signifie que les créanciers peuvent détruire votre économie si vous sortez du rang* ».

Une Union bâtie sur la coercition, le coup d'Etat financier permanent ne pourra pas durer très

longtemps. En six mois de résistance acharnée, Alexis Tsipras a obtenu une sorte de victoire : il a mis en évidence pour tous les peuples européens, la nature de la zone euro, telle qu'elle est aujourd'hui.

Le rôle de la France dans ce drame

François Hollande a agi pour que la Grèce reste dans la zone euro. Il s'est opposé à Angela Merkel qui avait adopté le point de vue de son ministre des Finances et décidé d'expulser la Grèce de la zone euro. Il a, de ce point de vue, aidé Alexis Tsipras qui souhaitait rester dans cette zone.

Mais, il n'a rien fait pour permettre à la Grèce de rester dans la zone euro en rompant, en même temps, avec une austérité mortifère. Yanis Varoufakis témoigne, qu'au final, Michel Sapin effaîçait devant les exigences du ministre allemand des Finances, dans l'Europe.

Garder la Grèce dans la zone euro pour la clouer au pilori afin de montrer la punition qui attend tous ceux qui voudraient déroger aux politiques d'austérité et de « réformes structurelles », ne peut, en aucune façon, être présenté comme une victoire de la Grèce ou de la zone euro.

Le Grexit n'est d'ailleurs que différé. Le premier ministre irlandais Mark Rutte annonçait déjà le 13 juillet : « *Le Grexit n'est pas encore exclu* ». Les conditions imposées par l'Eurogroupe peuvent difficilement conduire à autre chose qu'à l'effondrement de l'économie grecque et à une nouvelle augmentation de sa dette publique qui sera un prétexte à son expulsion de la zone euro.

François Hollande avait l'occasion de se battre réellement pour réorienter l'UE comme il s'y était engagé en 2012. Au contraire, l'UE a aujourd'hui un visage encore plus menaçant qu'avant la victoire de François Hollande et son acceptation, sans un seul mot en ait changé, du traité Merkel-Sarkozy (le TSCG) qu'il s'était, pourtant, engagé à renégocier. Aucune solidarité n'existe dans cette Europe qui ne fonctionne plus que sous la forme d'un tableau Excel. C'est une Europe de la coercition qui ne laisse plus aucune place à la souveraineté populaire.

Les « *pas en avant* » dans l'intégration européenne que propose François Hollande ne pourraient, dans le contexte actuel, se faire qu'aux conditions fixées par la droite Allemande (mais aussi malheureusement par le SPD) : toujours moins de démocratie, toujours plus de pilotage automatique, détachant toujours plus l'UE des peuples européens et la menant droit dans le mur.

Gérard Filoche & Jean-Jacques Chavignac.